

était manifestement un appel à la tribune des journalistes. Ce qu'il a dit peut sonner bien et se lire agréablement dans les journaux, mais je ne crois pas que cela soit fondé. C'était, à mon sens, héroï-comique, intéressant comme preuve d'une rapide conversion à l'idée de l'étatisme, mais il n'a pas réussi à me convaincre. Un des orateurs de cet après-midi affirmait que personne de la gauche ne tenait à la propriété publique. Je dirai qu'il en est presque de même des membres de la droite. Je ne suis pas sûr de l'opinion de chacun de nous, mais, quant aux membres de la droite qui peuvent s'être déclarés catégoriquement en faveur de la nationalisation, je pourrais les compter sur les doigts d'une seule main, et ne pas même avoir besoin de les employer tous. Rien encore ne prouve que le Gouvernement accepte le principe de la nationalisation. Ce n'est pas parce que nous tenons pour la propriété publique que nous avons mis ces chemins de fer à la charge de l'Etat, mais simplement à cause de la nécessité, et le premier ministre intérimaire fait ici de nécessité vertu. Est-ce que le Grand-Tronc-Pacifique, ou le Nord-Canadien, et peut-être bientôt le Grand-Tronc, seraient devenus la propriété du peuple, si ce n'était que ces réseaux étaient incapables de se maintenir davantage, et qu'il a été absolument nécessaire de les prendre à notre charge? Le Gouvernement n'a pas montré par ses actes qu'il tient vraiment au principe de la nationalisation. Je considère, en outre, comme une injure cette supposition du premier ministre intérimaire—était-ce bien une supposition, et non pas plutôt une affirmation—que les membres de la gauche subissent l'influence, ou se font les instruments d'une compagnie privée, qui serait la compagnie du chemin de fer Pacifique-Canadien? Je n'en crois pas un mot, et le premier ministre intérimaire ne le croit pas davantage, j'en suis sûr. Il me semble que l'accusateur devrait être ici à juste titre l'accusé. Le premier ministre intérimaire disait, l'autre jour, que deux partis se présentaient: ou il faut que le Gouvernement fasse de ces réseaux un vaste réseau et qu'il les exploite en concurrence avec le Pacifique-Canadien, ou que ce dernier exploite lui-même tous les chemins de fer du pays. Pourquoi n'a-t-il jamais fait entendre que le Gouvernement pourrait un jour posséder et exploiter tous les chemins de fer du Canada, y compris le Pacifique-Canadien? S'il avait fait cette déclaration, il y aurait lieu de croire qu'il tient vraiment au principe de la nationalisation. Loin de là, le Pacifique-Canadien a

toujours été tenu hors de la question. L'opinion du premier ministre intérimaire a été de ne point toucher au Pacifique-Canadien. Le Pacifique-Canadien est une compagnie privée, et il sied mal au premier ministre intérimaire d'accuser les membres de la gauche d'être les valets de cette compagnie, alors que les indices nous portent plutôt à croire que cela peut être dit de lui-même.

Je crois absolument en l'excellence de la nationalisation. Je peux ne pas être d'accord sur ce point avec tous les membres de la gauche, mais je suis en principe pour la nationalisation. Je suis persuadé que l'heure viendra où les services dont dépendent le bien-être et la prospérité du peuple ne pourront plus être mis dans les mains de particuliers dont les intérêts trop souvent sont en conflit avec ceux du public en général. Voilà pourquoi je réprovoie les dispositions du présent bill. Je veux que la nationalisation ait des chances raisonnables de s'établir, et non que l'on truque d'avance les cartes à ce jeu de la nationalisation. J'ai eu à m'occuper quelque peu de cette affaire des services publics nationalisés. Dans l'ouest de la province d'Ontario, la neuvième de la population est en faveur de la propriété publique. Dans ma propre ville de Kitchener, presque tous les services d'utilité publique sont dans nos mains et nous les exploitons avec profit. Dans cette province, les chemins de fer sont à nous, et c'est une des raisons pour lesquelles il convient, je crois, de scruter avec soin les dispositions du présent bill. Je reviendrai là-dessus plus tard, si j'en ai le temps.

La raison majeure qui m'incite à faire certaines propositions relativement à ce bill, c'est que le peuple demande, je crois, une plus large application du principe de la propriété publique, et je ne veux pas que le projet soit condamné dès le début. Si la nationalisation commence par un échec, son futur développement dans d'autres sens sera retardé d'une génération ou plus. Le temps n'est guère éloigné, selon moi, où nous posséderons tous les chemins de fer du pays, y compris le Pacifique-Canadien. Il peut ne pas être opportun de faire aujourd'hui l'acquisition de ce dernier réseau, projet auquel l'état de nos finances s'opposerait peut-être; mais, si nous voulons bien agir avec droiture, nous posséderons et exploiterons avec succès tous les chemins de fer du Canada, dans l'intérêt du peuple, et non plus dans l'intérêt des capitalistes.

Je crois aussi que l'Etat va prendre l'exploitation des lignes téléphoniques et télégraphiques, des services de messagerie, de nos ressources naturelles, de nos huiles, de